



Vivre ensemble

BULLETIN DE LIAISON EN PASTORALE INTERCULTURELLE

CENTRE JUSTICE ET FOI

SECTEUR VIVRE ENSEMBLE

VOLUME 11, NO 38

AUTOMNE 2002 / HIVER 2003

LE DÉFI DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES IMMIGRANTS ET DES IMMIGRANTES

par *Élisabeth Garant*

Le Québec a accueilli, au cours des dernières années, un nombre croissant d'immigrants et souhaite maintenir cette progression au cours des prochaines années. La proportion la plus importante de cette immigration est celle des indépendants, catégorie incluant les travailleurs qualifiés, les investisseurs et les entrepreneurs. Les exigences dans la sélection de ces personnes sont de plus en plus élevées afin de répondre, selon la planification de l'immigration, aux disponibilités du marché du travail ou pour accueillir les personnes dont la flexibilité professionnelle peut plus facilement permettre l'adaptation à la conjoncture économique.

Mais la réalité qui attend un grand nombre de nouveaux arrivants, même ceux dont on a étudié minutieusement les aptitudes, est la difficulté de s'intégrer au marché de l'emploi, de voir leurs compétences et leurs expériences prises en compte. Et l'on constate que des secteurs d'emploi importants au Québec demeurent encore occupés par des gens de la population d'ac-

cueil. Dans la fonction publique québécoise, par exemple, la présence des communautés culturelles est encore très faible et bien en deçà des objectifs qu'on s'était fixés il y a déjà quelques années. Des in-

génieurs, des médecins, des avocats, des enseignants etc. doivent encore très souvent faire le deuil de leur formation, de leurs compétences et expériences prises à l'étranger; on les retrouve la nuit dans des édifices à

Dans ce numéro

LE DÉFI DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES IMMIGRANTS ET DES IMMIGRANTES	1
CONTRER LA DISCRIMINATION RACIALE, ETHNIQUE ET RELIGIEUSE EN EMPLOI	3
EMPLOI ET IMMIGRATION DANS LA CAPITALE NATIONALE	8
DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES IMMIGRANTS	12
IMPACT DE LA NON-RECONNAISSANCE PROFESSIONNELLE	13
LES IMMIGRANTS ET LE MARCHÉ DE L'EMPLOI	17
LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ	21
LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES ...	24
AGRONOMES VENUS DE LOIN	28

bureaux, à faire du ménage, comme chauffeurs de taxi ou sur les bancs d'école à reprendre une toute nouvelle formation professionnelle afin d'obtenir un diplôme du Québec.

Les membres de certaines communautés culturelles déjà établis depuis plus longtemps au Québec, notamment ceux des minorités noires, souffrent aussi d'un chômage plus important que la population en général et sont peu représentés dans certains types d'emploi et dans certaines fonctions d'une entreprise ou d'une institution, même lorsque leur scolarité est équivalente voire même supérieure. L'accès au travail et le maintien en emploi au Québec comportent donc des barrières spécifiques pour les personnes issues de l'immigration, et recèlent des pratiques discriminatoires pour celles dont le faciès, la culture ou la religion accusent des différences. Il faut prendre la mesure des défis qu'il faut relever, des causes sur lesquelles il faut intervenir afin de mettre en place des stratégies qui peuvent modifier cette réalité. Une tâche urgente à accomplir puisque le travail joue, pour les adultes immigrants que nous accueillons, un rôle non négligeable d'intégration à la vie en société et une fonction de reconnaissance de la contribution que ceux-ci peuvent y apporter.

Ce numéro thématique de *Vivre ensemble* vise à mieux comprendre la réalité de l'intégration économique des personnes issues de l'immigration au Québec. *Dans un premier temps*, il donne la parole aux intervenants communautaires qui oeuvrent en employabilité et qui témoignent des obstacles et des défis que rencontrent les gens qui fréquentent leurs services (c.f. Jamal EddineTadlaoui). Cette analyse est

appuyée et complétée par l'entrevue de trois personnes de la région de Québec impliquées dans ce dossier nous rappelant que l'accès au marché du travail est aussi un enjeu incontournable pour la régionalisation de l'immigration tant souhaitée par le gouvernement du Québec. Les défis de l'intégration économique sont illustrés par une brève présentation de la réalité spécifique de la communauté maghrébine à Montréal (c.f. Amel Bel Hassen).

Dans un deuxième temps, le dossier tente de comprendre les effets de cette discrimination en emploi sur l'identité des personnes et sur le vivre-ensemble nécessaire dans une société de plus en plus diversifiée comme celle du Québec, une réflexion proposée à partir du vécu des membres des minorités noires (c.f. Guy Drudi). Ces obstacles à l'intégration économique des personnes immigrantes ne peuvent être relevés adéquatement si nous ne nous arrêtons pas aussi sur la société dans laquelle nous vivons et sur le difficile rapport à la diversité que cette réalité révèle (c.f. Alberte Ledoyen).

Dans un troisième temps, le dossier présente les lacunes des programmes d'accès à l'égalité (c.f. Marie-Thérèse Chicha) et des démarches de reconnaissance des acquis des nouveaux arrivants (c.f. Pascale Chanoux) ainsi que les conditions que ces mesures doivent remplir pour être efficaces. Des balises utiles pour évaluer, entre autres la pertinence de la nouvelle loi d'accès à l'égalité, introduite en l'an 2000 par le gouvernement du Québec, et des démarches gouvernementales annoncées à la fin de l'année 2002 auprès de certaines corporations professionnelles.

Enfin, le numéro se termine sur une expérience qui nous dit qu'il est possible de faire mieux, de créer des initiatives originales et d'ouvrir de nouveaux chantiers. L'expérience particulière de Carrefour Blé dans l'insertion des nouveaux arrivants au monde agroalimentaire est l'une d'entre elles (c.f. Geneviève Chagnon). Il faut y reconnaître l'audace et la détermination sans lesquelles ne pourront survenir les transformations nécessaires auxquelles appelle ce dossier. □



Vivre ensemble

BULLETIN DE LIAISON EN PASTORALE INTERCULTURELLE
CENTRE JUSTICE ET FOI SECTEUR VIVRE ENSEMBLE

Équipe du secteur: Jean-Marc Biron, Élisabeth Garant, André Lamothe.

Mise en page: Hélène Desmarais **Bureau:** 25, rue Jarry ouest, Montréal, H2P 1S6

Téléphone: (514) 387-2541 **Télécopieur:** (514) 387-0206 **Abonnement:** 10,00 \$

*Le Centre justice et foi est un lieu d'analyse sociale et de concertation
inspiré par la foi chrétienne en vue de la transformation de la réalité sociale.*

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec, 1er trimestre 1993.

(REPRODUCTION AUTORISÉE AVEC MENTION COMPLÈTE DE LA SOURCE.)